

COMMENTAIRE GÉNÉRAL DE LA SÉANCE « CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE ET STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT »

Marc PILON

LE POINT DES DÉBATS ACTUELS

Vieux débat que celui consacré à la relation entre croissance démographique et développement. Le double constat, d'une part de la spectaculaire croissance de la population du Tiers-Monde survenue au cours des dernières décennies et, d'autre part de situations économiques, sociales et environnementales de plus en plus critiques, a fait resurgir "les spectres de Malthus" (1). Nous nous contenterons ici de rappeler les grandes lignes des débats actuels sur cette question (2).

L'opposition classique entre néo-malthusiens et populationnistes demeure : pour les uns (3), la croissance de la population est source de tous les problèmes ; pour les autres (4), elle est au contraire un facteur positif de développement. Et chacun campe sur ses positions.

Une troisième voie, plus nuancée et de plus en plus empruntée, reconnaît les caractères d'interdépendance, de complexité et de diversité à la relation entre croissance démographique et développement. L'augmentation du nombre des hommes reste un facteur limitant, aggravant. Sa réduction reste une priorité, mais doit être obtenue en agissant sur d'autres facteurs (politiques, économiques, technologiques, etc.), également responsables des problèmes de développement (5).

- (1) Titre de la publication des Actes d'un colloque sur le thème "Déséquilibres alimentaires, déséquilibres démographiques" ; voir Gendreau *et al.*(1991).
- (2) Pour des analyses récentes et plus complètes du débat, voir notamment Véron (1989), Chaire Quételet (1990), Keyfitz (1991 a, b).
- (3) Voir par exemple Ehrlich (1982) et Ramade (1989).
- (4) Voir, entre autres, Simon (1981), Boserup (1965, 1981).
- (5) Parmi les publications récentes : Brundtland (1988), la Commission Sud (1990).

Les récents travaux d'un groupe d'experts internationaux (Tapinos, 1991), réunis à New York en 1988 à l'initiative des Nations Unies, mettent encore davantage l'accent sur ces facteurs non démographiques :

“En conclusion de ces débats, un certain consensus s'est fait jour sur le fait que les facteurs démographiques n'ont pas nécessairement joué un très grand rôle, que ce soit pour freiner ou pour promouvoir le développement économique. Des facteurs non démographiques tels que les adaptations technologiques et institutionnelles, le choix des technologies et certaines politiques publiques spécifiques semblent être beaucoup plus importants.” (...)

“même dans des conditions de croissance rapide, des transformations institutionnelles judicieusement conçues et efficacement appliquées ou des politiques adoptées dans les domaines de l'agriculture, de l'emploi, de l'éducation, de la santé, des ressources, du commerce et des finances internationales, de la répartition des revenus, du développement urbain, de la protection de l'environnement et de l'administration des ressources naturelles pourraient aider les pays en voie de développement à surmonter la plupart des difficultés auxquelles ils ont à faire face.” (...)

“Une réduction des taux de croissance démographique devrait contribuer très largement à ce processus en ouvrant l'éventail des options et en rallongeant les délais pour les ajustements institutionnels et politiques.” (Horlacher, Heligman, 1991 : 363).

Les résultats de ces travaux, présentés au cours d'une autre conférence internationale – tenue à Paris en 1991 et centrée cette fois sur l'Afrique –, se sont vus confirmés par les autres contributions.

Dans le cadre de cette séance consacrée à la “relation entre la croissance démographique et le développement économique et social”, le présent colloque, également centré sur le continent africain, donne l'occasion d'un nouvel échange d'idées.

PRÉSENTATION SYNTHÉTIQUE DES COMMUNICATIONS

Les huit communications présentées ci-après se répartissent en deux catégories. Trois d'entre elles proposent une réflexion d'ordre général, à l'échelle du continent (Ngondo a Pitshandenge et Sala-Diakanda), ou théorique (Noumbissi). Les cinq autres présentent des analyses à l'échelle nationale, voire locale, et concernent quatre pays : Sénégal (Diouf, Guilamoto sur la moyenne vallée du fleuve Sénégal), Côte-d'Ivoire (Zanou), Congo (Ongoto-Epouma), Burundi (Barampanzé, Nkurunziza).

La présentation qui suit s'attache à en proposer une lecture le plus possible transversale, articulée successivement autour des sous-thèmes suivants : l'évolution démographique, l'évolution économique et sociale, explications et solutions proposées.

Le constat d'une croissance démographique rapide et généralisée

Les analyses qui sont faites de la situation démographique conduisent toutes au même constat : une croissance rapide de la population (actuellement, aux environs de 3% en moyenne annuelle), due à l'effet conjugué du maintien de la fécondité à un niveau élevé et de la baisse importante de la mortalité, surtout dans l'enfance.

Encore peu urbanisée, par rapport aux autres continents, l'Afrique connaît cependant un rythme annuel d'urbanisation très élevé (de l'ordre de 5%), qui se traduit partout par une hypertrophie des capitales.

Les communications abordent peu le problème des densités et de la répartition spatiale de la population en milieu rural, à l'exception notoire de celle relative au Burundi.

A propos du rôle des migrations, internes et externes, dans les dynamiques démographiques, seuls deux auteurs abordent cette question. B. Zanou note pour la Côte-d'Ivoire une baisse de l'apport migratoire international, tout en rappelant que la proportion de la population non-ivoirienne était encore supérieure à 25 % en 1990. Dans sa communication centrée sur la question migratoire dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal, C. Guilmoto montre que les migrations (de départ) y sont devenues "*un élément permanent du système de régulation démographique*". Soulignant d'une part, les difficultés économiques croissantes dans les zones d'accueil (en ville) et des restrictions plus sévères à la circulation internationale de la main-d'oeuvre et d'autre part, la mise en valeur de nouvelles terres et les possibilités de gain de productivité lié à l'irrigation, l'auteur s'interroge sur l'éventualité d'un retournement des courants migratoires. L'évolution actuelle traduit plutôt une "*autonomisation graduelle des mécanismes conduisant à la migration face aux facteurs structurels incitatifs*".

En regard de cette situation démographique d'ensemble, les auteurs dressent un bilan plutôt négatif de l'évolution économique et sociale des pays africains : insuffisance de la production alimentaire, dégradation de l'environnement, manque d'infrastructures sanitaires et éducatives, augmentation du chômage (surtout dans les villes), etc.

Une détérioration de la situation économique et sociale

La production alimentaire

Toutes les analyses à l'échelle nationale abordent le problème des importations croissantes de produits alimentaires (essentiellement les céréales – le blé principalement – et le riz) qui révèlent une insuffisance structurelle de la production nationale. Il s'ensuit une dépendance accrue vis à vis de l'extérieur qui coûte très chère aux Etats, dont une pérennisation compromettrait l'objectif minimal de sécurité alimentaire. Et n'est-il pas impensable qu'un pays comme le Congo en soit à importer du poisson et ce, de plus en plus ?

Un autre effet des importations alimentaires réside dans la propension croissante, surtout au sein de la population urbaine, à consommer des produits à base de céréales importées (notamment le pain). Le déséquilibre peut aussi se traduire par une dégradation de l'état nutritionnel. Au Burundi, les paysans ont tendance à davantage cultiver les plantes plus productives (tubercules, bananes) mais moins nutritives ; les pathologies nutritionnelles s'y développent.

Pour le Sénégal et la Côte-d'Ivoire, P. D. Diouf et B. Zanou soulèvent le problème de la prédominance des cultures d'exportation (arachide pour le premier, café et cacao pour le second), et plaident pour une diversification agricole au profit du vivrier.

La disponibilité en terre et la nature des systèmes de production sont aussi des questions importantes. Comme C. Guilmoit l'illustre pour la moyenne vallée du fleuve Sénégal, la migration peut constituer, et c'est souvent le cas, un moyen de réduire la pression sur la terre. Pour la Côte-d'Ivoire, B. Zanou note que l'agriculture extensive pratiquée jusqu'à ce jour se heurte de plus en plus à l'insuffisance de terre. Mais il souligne le coût financier d'une intensification agricole (qui demanderait de gros investissements) et la nécessité d'une maîtrise de nouvelles techniques par les paysans.

Le Burundi présente la situation assurément la plus critique. S'inscrivant dans le cadre théorique défendu par E. Boserup, les deux auteurs montrent comment, sous l'effet d'une pression démographique croissante, les paysans ont procédé à des adaptations techniques et réalisé le passage à une agriculture plus intensive. A un morcellement continu des terres et une exigüité des exploitations, les paysans ont répondu par une multiplication des récoltes, le recours aux associations culturales, la lutte anti-érosive et la fertilisation du sol. Mais, si cette intensification agricole a permis d'éviter le "point de rupture", prédit par certains, le déséquilibre alimentaire persistant amène à s'interroger sur les limites des adaptations techniques déjà réalisées.

L'environnement

Seules deux communications abordent explicitement ce domaine. V. Ongoto-Epouma met l'accent sur la dégradation de l'environnement urbain, à Brazzaville et à Pointe-Noire : lotissement anarchique, problème d'évacuation des eaux usées et des déchets, érosion du sol, inondations, pollution atmosphérique et sonore, etc.. En fait, toutes les grandes villes africaines sont plus ou moins confrontées à ces problèmes.

Le cas burundais illustre bien le processus de détérioration du milieu naturel dans les zones rurales : pression démographique, surexploitation des terres, déboisement, déforestation, diminution des pâturages conduisent à l'érosion puis à l'appauvrissement des sols. La consommation croissante de bois pour le chauffage et la construction pèse de plus en plus lourdement sur les ressources forestières.

Santé, éducation et emploi

Partout et dans ces trois secteurs, le constat est le même : un décalage croissant entre l'offre et la demande. En dépit des efforts budgétaires consentis par les Etats, la construction et l'équipement des infrastructures scolaires et sanitaires ainsi que le recrutement du personnel correspondant n'ont pas suivi le rythme de la croissance démographique. Les différents indicateurs : population par médecin, par infirmier, par lit d'hôpital... sont encore loin des normes fixées par l'OMS.

Alors que le taux de scolarisation (dans le primaire) n'atteint nulle part, ni même n'approche les 100 %, des enseignants en nombre insuffisant et pas toujours qualifiés doivent faire face à des classes de plus en plus nombreuses. Le rendement scolaire en est évidemment affecté et le système éducatif apparaît de plus en plus inadapté au marché du travail.

L'agriculture retient de plus en plus difficilement ces jeunes et le secteur moderne de l'économie se révèle incapable d'absorber une population active croissante. Hier épargnés, les fonctionnaires et les jeunes diplômés subissent aujourd'hui les contrecoups de la crise économique : les uns se voient "compressés", les autres se retrouvent de plus en plus au chômage. Le secteur "informel" y supplée vaille que vaille, mais le plus souvent dans une logique de survie.

A partir d'une analyse de corrélations simples, appliquée sur 50 pays africains et scindée en trois périodes (1960-72, "l'euphorie planificatrice" ; 1973-79, "le désenchantement" ; depuis 1980, "l'ajustement"), D. Sala-Diakanda met en lumière, tout en soulignant les limites méthodologiques de

sa démarche, d'autres aspects de l'évolution démographique et socio-économique du continent :

- un écart grandissant entre villes et campagnes, au détriment des secondes, par rapport aux indicateurs de développement ;
- une différenciation entre Afrique du Nord et Afrique au sud du Sahara, à l'avantage de la première ;
- un développement du secteur des services lié à l'urbanisation, au détriment des secteurs économiques plus porteurs (agriculture et industrie) ;
- des effets plutôt négatifs des plans d'ajustement structurel ;
- une discrimination à l'encontre des filles face à l'éducation, qui s'accroît en période de crise, alors que l'instruction des femmes apparaît comme une variable cruciale dans l'explication des comportements de santé et de fécondité.

Si tous les auteurs s'accordent sur le constat d'ensemble, d'une croissance démographique rapide et d'un bilan plutôt négatif du développement économique et social, les positions diffèrent quant aux causes de ce bilan et aux solutions. En fait, les analyses portent sur une question, plus directe : la croissance de la population est-elle responsable des problèmes de développement ?

Des explications, et donc des solutions, divergentes

Pour les uns, la croissance rapide de la population joue un rôle néfaste dans le processus de développement. En dépit des efforts consentis par les pays, l'écart se creuse entre une offre aux possibilités de plus en plus réduites et une demande sans cesse croissante. Il faut donc réduire cette demande.

A propos la situation à venir en Côte-d'Ivoire, B. Zanou conclue à la nécessité de mesures "*tendant à rapprocher le taux de croissance démographique du rythme de progression des ressources*". La politique de population qui se met en place va dans ce sens, avec un volet planification familiale et une maîtrise de l'immigration. G. Barampazé et F. Nkurunziza se réjouissent de la prise de conscience par les autorités du Burundi de la difficile (impossible ?) adéquation entre expansion démographique et développement, à travers la volonté exprimée de mettre en place une politique de limitation des naissances. Cela dit, pour ces deux pays, les auteurs soulignent l'intention des gouvernements d'agir également sur l'offre, à travers une politique économique et sociale plus rationnelle.

La position de V. Ongoto-Epouma sur la situation congolaise apparaît moins tranchée. D'un côté, l'auteur rend la croissance démographique

responsable des difficultés dans les différents secteurs économiques et sociaux. De l'autre, partant de la relative faiblesse de la population congolaise, il prône une *"option raisonnable et réaliste"*, selon laquelle *"il ne saurait être question de limitation des naissances au Congo"...*

Pour d'autres auteurs, on pourrait dire que dans la relation population-développement, la maîtrise de la croissance démographique est une condition nécessaire, mais non suffisante. I. Ngondo a Pitshandenge rappelle que *"l'histoire n'offre aucun exemple d'un déclin de la fécondité qui ait suffi à lui seul pour conduire à la croissance économique"*. Son analyse critique des politiques de population préconisées jusqu'à présent (souvent réduites à la planification familiale) ainsi que celle de A. Noumbissi relative aux théories sur la fécondité, montrent l'inadéquation des solutions proposées et l'inefficacité d'une action sur la seule variable démographique. Selon A. Noumbissi, il faut trouver une nouvelle approche, revoir le système éducatif afin d'aboutir à une *"mutation des valeurs et stratégies"*.

P. D. Diouf, quant à lui, souligne *"qu'on oublie trop souvent que les politiques de développement mises en oeuvre participent pour une large part aux échecs enregistrés çà et là"* ; et, que *"la croissance démographique peut souvent servir de prétexte à des autorités nationales ou internationales, soit pour masquer leur incapacité à faire face aux problèmes qui les assaillent, soit pour dégager leurs responsabilités dans des situations qu'elles ont créées ou qu'elles aident à entretenir"*.

Dans le même ordre d'idée, I. Ngondo a Pitshandenge propose d'aller *"au-delà de la population"* en recherchant les véritables mécanismes, endogènes et exogènes, du sous-développement. Il en identifie sept :

- l'héritage colonial ;
- la faiblesse des revenus ;
- l'absence de diversification et la faiblesse de l'industrialisation ;
- la lourdeur de la dette extérieure et du service de la dette ;
- le caractère défavorable de la balance des paiements ;
- le recul des aides au développement ;
- la mauvaise gestion des économies africaines.

Sur ce dernier point, et en référence à la contestation actuelle des systèmes politiques en place depuis les indépendances, l'auteur précise *"qu'on aurait tort de ne pas consacrer autant d'importance au problème de la démocratisation du continent qu'au problème de population"*.

CE QU'IL FAUT RETENIR DU DÉBAT

Les discussions ont fait ressortir à nouveau le clivage entre ceux qui pensent que la croissance démographique rapide est responsable des difficultés de développement, et ceux qui incriminent d'abord les politiques de développement suivies jusqu'à lors.

S'il existe un consensus sur la nécessité d'un ralentissement de cette croissance de la population, plusieurs intervenants ont exprimé leur confiance dans "l'intelligence collective" et leur réprobation d'une planification familiale imposée ; d'autres s'interrogent sur la durée de la prise de conscience puis de la réaction des individus face à la double dimension, individuelle et collective, des problèmes posés par une forte fécondité. Les divergences sont manifestes quant à la manière d'obtenir une réduction de cette dernière.

Le débat fut aussi l'occasion de soulever d'autres questions peu ou pas abordées par les communications.

Il a ainsi été regretté qu'aucun des textes présentés n'ait été consacré à la notion même de développement. Comment le définir ? Quels critères prendre en compte : économiques, sociaux, culturels ? Les intervenants ont rappelé que l'Homme doit être au centre du développement ; qu'il vaut par son nombre, mais aussi par sa qualité. Il a été souligné que la nécessaire réflexion critique sur les politiques de développement mises en oeuvre doit veiller à intégrer les relations d'interdépendance entre les pays du Nord et ceux du Sud.

De nombreux intervenants ont rappelé l'importance du phénomène migratoire, qui a été et continue d'être une composante essentielle de la dynamique démographique des sociétés africaines. Dans certaines zones rurales particulièrement touchées par le départ des hommes adultes, on peut déjà observer une inadéquation de la structure par âge de la population pour assurer la production agricole. Les politiques de retour à la terre proposées ici et là n'ont que très peu d'impact ; une des causes de leur échec tient à l'absence d'une véritable réforme agro-foncière. Initiée en réponse à certaines difficultés la migration en crée d'autres, notamment en ville. Sans aucun doute, l'évolution de la croissance démographique sera également déterminée par les possibilités et les limites du phénomène migratoire.

EN GUISE DE CONCLUSION

Toutes les communications confirment le constat d'une croissance rapide de la population dans les pays africains. Elle survient cependant dans des contextes d'occupation de l'espace et d'exploitation des ressources très

différents (par exemple, au Congo et au Burundi). Si, partout, l'évolution récente des indicateurs du développement économique et social conduit au constat d'une dégradation globale de la situation, un consensus est apparu pour rejeter l'idée selon laquelle la croissance démographique en est seule responsable.

Cependant, la nécessité d'une maîtrise de cette croissance est reconnue par tous : la population africaine ne peut pas croître indéfiniment. Mais les questions sur l'ampleur d'un ralentissement, sur le moment et la manière de le réaliser restent posées. De nombreuses critiques ont été portées, à juste titre, sur les politiques et programmes de planification familiale mis en oeuvre sur le continent africain. Il s'est par ailleurs avéré que la forte fécondité, observée à peu près partout, n'est pas une spécificité structurelle des sociétés africaines : elle traduit des comportements (sociaux, religieux, économiques, etc.) relevant de logiques individuelles et collectives face à une situation donnée. Une préoccupation majeure devrait donc être de chercher à mieux comprendre les causes et les mécanismes du maintien d'une fécondité élevée. Là, résident les germes de sa baisse.

L'évolution future de l'autre composante naturelle de la croissance démographique – la mortalité – suscite de graves interrogations. La mise à mal des systèmes santé sous l'effet de la "crise" et des programmes d'ajustement structurel, ainsi que le développement de l'épidémie du SIDA font peser de lourdes menaces...

Si la migration a joué un rôle essentiel dans la dynamique démographique et économique de nombreux pays africains, on doit s'interroger aujourd'hui sur le devenir de la solution migratoire (surtout internationale), dans des contextes régionaux caractérisés à la fois par une croissance démographique rapide et une situation socio-économique qui se dégrade. Ainsi, en contrepoint des discours prônant la nécessité d'un renforcement des ensembles régionaux avec une libre circulation de la main-d'oeuvre, ne risque-t-on pas de voir s'affirmer des politiques nationales de plus en plus protectionnistes dans les pays d'accueil ? En témoignent les expulsions des étrangers déjà observées ici et là (au Nigéria, au Gabon, au Congo, au Zaïre), ainsi que l'intention affichée aujourd'hui par le gouvernement ivoirien de "maîtriser l'immigration".

Par ailleurs, la migration vers les pays des autres continents, et surtout vers les pays industrialisés, s'annonce de plus en plus restrictive et difficile. La situation actuelle de l'Afrique est radicalement différente de celle d'une Europe d'hier, où les mouvements considérables d'émigration qui avaient accompagné la croissance démographique s'étaient produits dans un contexte d'expansion économique et de conquête politico-militaire.

Cela dit, l'Afrique reste un continent globalement peu peuplé, avec d'importantes disponibilités en terre...

Dans le prolongement du colloque de New York, les travaux de cette séance montrent à nouveau que la relation entre croissance démographique et développement est avant tout une relation d'interdépendance, assurément complexe. C'est au-delà du seul facteur population, qu'il faut aller chercher les causes fondamentales des difficultés de développement sur le continent africain.

Comme le propose I. Ngondo à Pitshandenge, ne conviendrait-il pas d'accorder une attention particulière au processus de démocratisation en cours dans de nombreux pays ? Au-delà de l'aspect purement politique (pluralisme des partis), on peut attendre, du moins espérer, que ce processus mené à terme conduise notamment à des politiques de développement plus adaptées aux conditions et aux besoins des pays, à une gestion plus rationnelle et plus équitable des ressources nationales et internationales...

BIBLIOGRAPHIE

- BOSERUP E., 1965, *The conditions of agricultural growth ; The economics of agrarian change under population pressure*, London, Allen & Unwin Ltd, 124 p.
- BOSERUP E., 1981, *Population and technology*, Blackwell, 255 p.
- BRUNTLAND G. H.(Chair), 1987, *Our common future*, World Commission on environment and development, Oxford University Press.
- CHAIRE QUETELET, 1990, *Intégrer population et développement*, Actes à paraître.
- COMMISSION SUD (Rapport de), 1990, *Défis au Sud*, Economica, Paris, 324 p.
- GENDREAU F. et al., 1991, *Les spectres de Malthus*, EDI-ORSTOM-CEPED, Paris, 442 p.
- HERLICH P. R., 1982, Human carrying capacity, extinction and nature reserves, *Bioscience*, vol. 32, n° 5.
- HORLACHER D.E., HELIGMAN L., 1991, Nouvelles perspectives sur les conséquences de la croissance démographique rapide dans les pays en développement, in Tapinos G. Blanchet D., Horlacher D.E. (eds), *Conséquences de la croissance démographique rapide dans les pays en développement*, INED-Division de la Population des Nations Unies, New York, pp. 332-367.
- KEYFITZ N., 1991 a, Population and development within the ecosphere : one view of the litterature, *Population Index*, vol. 57, n° 1, Spring 91, pp. 5-22.
- KEYFITZ N., 1991 b, Toward a theory of population-development interactions, in *Resources, environment, and population : present knowledge, future options*, Davis K., Bernstam M. S. (eds), Oxford University Press, New York, Oxford, England, pp. 295-332.
- RAMADE F., 1989, Les catastrophes écologiques. Une menace pour l'avenir de l'humanité, *Futuribles*, n° 134, pp. 63-78.
- SIMON J., 1981, *The ultimate resource*. Princeton University Press.
- TAPINOS G, BLANCHET D., HORLACHER D.E. (eds), 1991, *Conséquences de la croissance démographique rapide dans les pays en développement*, INED-Division de la Population des Nations Unies, 367 p.
- VERON J., 1989, *Eléments du débat population développement*, Les Dossiers du CEPED, Paris, n° 9, pp. 3-48.